

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Donnerstag, 29. November 2001

Jeudi, 29 novembre 2001

08.00 h

00.089

Für Mutter und Kind. Volksinitiative

Pour la mère et l'enfant. Initiative populaire

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 15.11.00 (BBi 2001 675)

Message du Conseil fédéral 15.11.00 (FF 2001 633)

Ständerat/Conseil des Etats 12.06.01 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.11.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 14.12.01 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 14.12.01 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBi 2001 6486)

Texte de l'acte législatif (FF 2001 6134)

Vallender Dorle (R, AR), für die Kommission: Die Volksinitiative «für Mutter und Kind», die am 19. November 1999 mit 105 001 Unterschriften rechtsgültig eingereicht wurde, verlangt die Ergänzung der Bundesverfassung um einen Artikel, der einerseits das Leben des ungeborenen Kindes sicherstellen und andererseits die Grundlage für eine Gesetzgebung darstellen soll, mit der die erforderliche Hilfe an eine Mutter in Not gewährt werden kann. Bei Annahme der Initiative wären bis zum Inkrafttreten der Ausführungsgesetzgebung diejenigen Artikel des Strafgesetzbuches ausser Kraft zu setzen, die den strafflosen Schwangerschaftsabbruch nach heute gültigem Recht ermöglichen. Wenn Sie die Initiative genauer unter die Lupe nehmen, erkennen Sie, dass sie noch hinter die heutige Regelung zurückgehen und de facto ein Verbot des Schwangerschaftsabbruchs in der Verfassung festschreiben will. Pointierter ausgedrückt: Die Initiative will den Gebärdzwang der Schwangeren in der Verfassung statuieren. Ihre Kommission ist denn auch dezidiert gegen die Annahme der Initiative, und dies im Wesentlichen aus vier Gründen:

1. Der von den Initianten angewendete, überaus enge Gesundheitsbegriff erlaubt einzig dann einen Schwangerschaftsabbruch, wenn die werdende Mutter nicht mit anderen medizinischen Mitteln vor dem Tod gerettet werden kann. Auch ein Abbruch im Falle einer gesundheitlichen Schädigung des Embryos selber wäre nicht mehr möglich.
2. Der Abbruch soll selbst dann nicht straffrei sein, wenn eine Frau als Opfer einer Vergewaltigung schwanger wird. Diese Haltung der Initianten macht deutlich, dass sie die Frau nicht als mündigen, verantwortungsbewussten und eigenständigen Menschen in unserer Gesellschaft wahrnehmen. Vielmehr wollen sie eine Frau auch dann noch zum Austragen der Schwangerschaft zwingen, wenn sie vergewaltigt wurde. Die Freigabe des Kindes zur Adoption soll hier der werdenden Mutter den Weg weisen. Mit dieser Sicht degradieren die Initianten die Frau zum Objekt unserer Rechtsordnung. Sie sprechen ihr jegliches Recht auf Selbstbestimmung über ihren Körper ab – alles unter der Vorgabe «für Mutter und Kind». Gibt es unter den Initianten, so ist zu fragen, keine Frauen und Männer, die sich in die Situation einer vergewaltigten Frau hineinversetzen können, die, durch eine Straftat erniedrigt, nun auch noch von der Gesellschaft gezwungen werden soll, dieses Kind anzunehmen und auszu-

tragen? Wo bleiben da die Interessen der Mutter? Es ist aber auch kritisch zu hinterfragen, wo das Interesse des Kindes bleibt. Liegt es wirklich im Interesse des Kindes, welches zur Adoption freigegeben wurde, wenn es erfährt, dass es von der Mutter nicht akzeptiert wurde, weil der Vater ein Vergewaltiger, ein Verbrecher ist? Können sich die Initianten wirklich nicht in die seelische Situation von Mutter und Kind hineinversetzen?

3. Damit kommen wir zu einem weiteren Problem. Das Abtreibungsverbot der Initianten zwingt Frauen, die ungewollt schwanger werden und die sogar nach heutigem Recht die Möglichkeit eines Abbruchs hätten, zu Methoden und Handlungen, mit denen sie sich selber neuen Gefahren aussetzen. Neben dem Abtreibungstourismus ist nämlich auch zu befürchten, dass zu gefährlichen Methoden ohne ärztliche Hilfe gegriffen würde und werden müsste, welche die Gesundheit der Schwangeren gefährden würden. Wollen wir das zulassen?

4. Ihre Kommission ist zudem der Meinung, dass die Initiative mit vielen unklaren und unbestimmten Rechtsbegriffen arbeitet, welche die Umsetzung der Initiative erschweren würden. Was heisst «Mutter in Not»? Welche Art der Hilfe soll es sein?

Die Liste der Beispiele, die zeigen, warum diese Initiative nicht durchführbar ist, ist sehr lang. Zudem widerspricht die Initiative auch noch völkerrechtlichen Verpflichtungen, gemäss dem Europäischen Übereinkommen über die Adoption von Kindern z. B. dem Recht auf Bedenkfrist im Falle einer vorgesehenen Adoption.

Aus all diesen Überlegungen ist Ihre Kommission der Meinung, dass diese Initiative abzulehnen ist. Sie trägt letztlich fundamentalistische Züge und bedeutet zudem einen Rückschritt hinter den heute gelebten Konsens.

Zur Frage des Gegenvorschlages der Minderheit Studer Heiner werde ich später Stellung nehmen.

Ménétreay-Savary Anne-Catherine (G, VD), pour la commission: Je ne vous étonnerai pas si je vous dis que cette initiative populaire n'a pas été favorablement accueillie par la commission. Excessive, inapplicable, rigide, mais parfois aussi imprécise dans ses exigences, elle pourrait nous faire revenir en arrière de 100 ans au temps des faiseuses d'anges, des avortements clandestins et du tourisme gynécologique.

En n'autorisant l'interruption de grossesse qu'à la seule condition que la vie de la mère soit en danger, l'initiative instaure de fait une interdiction quasi absolue ou même une obligation d'enfanter. Même la maladie, une maladie transmissible, invalidante, menaçant la vie à moyen ou à long terme, le sida par exemple, ne permettrait pas d'échapper aux rigueurs de la loi.

De plus, l'initiative opère un glissement sémantique par lequel l'interruption de grossesse devient l'homicide. Il ne s'agit plus d'interrompre une grossesse, mais de tuer un enfant. De cette manière, la criminalisation peut porter sur d'autres comportements que l'avortement proprement dit. Ainsi, le texte de l'initiative dit: «Quiconque cause la mort d'un enfant à naître ou y contribue»: une telle formulation permettrait de poursuivre pénalement une fausse couche accidentelle pour homicide par négligence. D'autre part, à l'article 116a de la constitution, le texte de l'initiative dispose que les pressions exercées sur la future mère sont inadmissibles. Il suffirait donc, par exemple, qu'un futur père déclare avec force qu'il n'est pas prêt à accepter un enfant ou qu'un médecin émette des réserves sur le bon déroulement d'une grossesse pour qu'ils tombent sous le coup de la loi. En outre, que veut dire «inadmissible»? Quelle est la portée de ce terme? Quelles sanctions seraient applicables? Mystère!

Enfin, l'initiative populaire interdit une interruption de grossesse même quand celle-ci est le résultat d'un viol. Cette disposition a particulièrement choqué la commission. En niant les indications juridiques aujourd'hui admises, l'initiative va à l'encontre des principes éthiques reconnus. Par ailleurs, en prévoyant que la mère pourra, dans ce cas, don-

ner son accord pour une adoption dès la grossesse connue, elle va à l'encontre des dispositions du Code civil en matière d'adoption. A cela s'ajoutent les dispositions transitoires qui imposent une mise en application de ces interdictions dès le lendemain de la votation, ce qui, d'une certaine manière, nous ferait basculer d'un jour à l'autre du XXI^e siècle au Moyen Age.

Avec les dispositions adoptées en mars sur l'interruption volontaire de grossesse (BO 2001 N 183s.), la commission estime que l'on remplit mieux que les auteurs de l'initiative, ou de manière plus responsable, les objectifs qu'ils visent eux-mêmes, à savoir l'aide aux mères et la protection de la vie. L'aide aux personnes en détresse figure déjà à l'article 12 la constitutio. Quant à l'aide aux mères et aux femmes enceintes, elle est instaurée par la loi fédérale du 9 octobre 1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse, faisant obligation aux cantons de mettre sur pied des centres de conseil et de planning. L'aide envisagée par l'initiative est essentiellement un soutien financier fourni par des privés. Au contraire, les partisans du régime du délai, y compris le Parti démocrate-chrétien, appellent de leurs vœux des mesures d'accompagnement plus larges, qui représentent une véritable aide à la famille et aux mères qui travaillent: infrastructures pour la garde des enfants, contraception remboursée par les caisses-maladie, centres de consultation, etc.

Quant à la protection de la vie, on peut faire valoir qu'elle ne saurait se réduire au seul mécanisme de la vie biologique. Elle doit également prendre en compte la qualité de la vie, celle de l'enfant, bien sûr, mais aussi celle de sa mère, sans laquelle la vie de l'enfant ne saurait ni se développer ni s'épanouir.

Quelle est la qualité de la vie d'un enfant non désiré? Qu'en est-il de celle d'un enfant issu d'un viol et qui le sait? La commission estime que, s'il est vrai que le régime du délai est fondé sur l'autodétermination de la femme, cette dernière prend toujours sa décision, avec tristesse, et avec un sens aigu de sa responsabilité vis-à-vis de la vie à naître. C'est pourquoi il n'est pas correct de parler de la «solution» du délai: la loi adoptée en mars n'est pas la solution, elle n'est que la réglementation d'un processus difficile. C'est pourquoi il a été rappelé que toutes les femmes qui traversent ces difficultés sont par définition en situation de détresse. Et c'est pourquoi encore le régime du délai maintient mieux que l'initiative l'équilibre nécessaire entre la protection de la vie à naître et l'autodétermination responsable de la mère.

M. Studer Heiner a déposé une proposition de minorité qu'il entend faire accepter comme contre-projet à l'initiative. Bien que ce texte ne précise pas dans les détails le régime à adopter, son but est clairement d'empêcher le régime du délai. La commission considère qu'un tel contre-projet n'est pas acceptable et qu'il n'est pas non plus nécessaire. Proposer aux citoyens un quatrième choix outre l'initiative, le régime du délai et le statu quo ne ferait qu'introduire de la confusion dans cette votation.

C'est donc par 19 voix contre 1 et avec 1 abstention que la commission vous demande de rejeter la proposition de minorité Studer Heiner.

Au vote sur l'ensemble, par 20 voix sans opposition et avec 1 abstention, la commission a décidé de vous recommander d'adopter le projet du Conseil fédéral et de rejeter l'initiative. Cette recommandation vaut donc aussi pour la proposition Waber à l'article 2 du projet précité: nous vous demandons de la rejeter également.

Studer Heiner (E, AG): Wie Sie aus den Unterlagen ersehen können, habe ich einen Minderheitsantrag eingereicht, es sei Volk und Ständen ein Gegenvorschlag zu unterbreiten. Dies ist ein Vorstoss der Vertreter der EVP in diesem Rat und nicht ein Vorstoss der Fraktion.

Wir haben den Antrag bewusst eingereicht, weil wir der Überzeugung sind, dass es wichtig und richtig ist, auf Verfassungsstufe auch den Grundsatz des Schutzes des ungeborenen Lebens festzuhalten. In diesem Sinne ist – im

Gegensatz zu dem, was von der Kommissionsmehrheit gesagt wird – eben die Logik gegeben, dass der Grundsatz in die Verfassung und die Einzelheiten in die Gesetzgebung gehören.

Was will dieser Gegenvorschlag, und was unterscheidet ihn von der Initiative? Wir haben bewusst die Formulierung von Absatz 1 des Artikels 4bis übernommen, den die Initianten der Volksinitiative in die Bundesverfassung integrieren möchten. Ich hoffe, Sie verstehen mich trotz des hohen Lärmpegels neben mir, ich verstehe mich beinahe selber nicht – aber das ist eine andere Sache.

Für uns ist es wichtig, dass der Grundsatz in der Verfassung verankert wird, wonach auch das ungeborene Leben geschützt wird. Damit wäre sichergestellt, dass jede Variante ausgeschlossen wäre, die eine Regelung vorsieht – ich bin einverstanden mit der Kommission, von Regelung und nicht von Lösung zu sprechen –, welche alleine irgendeine Frist zur Grundlage hat. Wir legen ganz offen dar, was wir wollen und was wir nicht wollen. Dann können wir die Gegenüberstellung machen.

Wir hätten es lieber gehabt, wenn die Fristenregelungsabstimmung vor der Abstimmung über diese Volksinitiative hätte stattfinden können. Es hätte auch der Logik der früheren Entscheide unseres Rates entsprochen. Denn die zur Diskussion stehende Volksinitiative ist weder ein direkter noch ein indirekter Gegenvorschlag zur gesetzlichen Regelung der Fristenregelung. Die Behandlung ist vielmehr völlig unabhängig voneinander geschehen. Das Interessante ist, dass der Abstimmungstermin in dieser Thematik festgelegt ist, bevor die Volksinitiative überhaupt beraten und darüber entschieden worden ist. Die Fristenregelung wurde ja schon im März definitiv verabschiedet. Wir hätten nicht die gleiche Komplikation und Konfusion, wenn wir vom Bundesrat einen Termin bekommen hätten, bei dem wir über die Grundsatzfrage «Will das Schweizer Volk eine Fristenregelung: Ja oder Nein?» hätten entscheiden können.

Wenn jetzt lediglich die Volksinitiative «für Mutter und Kind» am gleichen am Tag zur Abstimmung kommt, hat man zwar immer noch die Möglichkeit, «Fristenregelung: Ja oder Nein?» sowie «Volksinitiative 'für Mutter und Kind': Ja oder Nein?» zu stimmen, aber die dazwischenliegenden Positionen fallen in der Debatte völlig weg. Ich weiss, dass natürlich sowohl diejenigen, die engagiert hinter der Fristenregelung stehen, als auch die Initianten dieser Initiative es sehr gerne sehen, dass es auf die reine Frage Fristenregelung versus Initiative «für Mutter und Kind» herauskommt; auf diese Weise können sich beide Seiten mit ihren Positionen so stark wie möglich profilieren. Aber dieser Fragenkreis – das wissen wir – ist so heikel und komplex, dass wir der Überzeugung sind, es müsse möglich sein, sich auch über die Zwischenlinie auszusprechen: Keine Fristenregelung, aber der Grundsatz in der Verfassung und die Einzelheiten im Gesetz.

Würde also – was wir hoffen – die Fristenregelung abgelehnt, und würde gleichzeitig auch die Initiative abgelehnt, begänne das Thema so oder so wieder von vorne. Wir sind folgender Meinung: Wenn schon der Bundesrat diese Doppelabstimmung am gleichen Termin durchführen will, gegen alle Logik, wie sie bei früheren Abstimmungen angewendet wurde, muss mindestens ein Gegenvorschlag zur Initiative vorgelegt werden, der den erwähnten Grundsatz festhält, damit differenziertes Entscheiden möglich wird. Aus diesem inhaltlichen, aber auch abstimmungstechnischen Grund sind wir also überzeugt, dass es wichtig ist, den Stimmberechtigten diese Möglichkeit zu geben.

Wir von der EVP unterstützen auch die Massnahmen, welche endlich zu einer Mutterschaftsversicherung führen sollen. Wir unterstützen viele andere Massnahmen – das haben wir in diesem Rat belegt –, welche es möglich machen, die Grundlagen zu bilden, dass die Zahl der Schwangerschaftsabbrüche minimiert werden kann. Aber hier, in dieser grundsätzlichen Frage des Schwangerschaftsabbruchs, sind wir der Überzeugung, dass das Volk die Möglichkeit haben muss, sich zur Grundsatzfrage des Schutzes des ungeborenen Lebens in der Verfassung zu äussern.

Waber Christian (E, BE): In einem Punkt – ich habe den Kommissionssprecherinnen sehr gut zugehört – sind wir uns einig, nämlich in dem Punkt, dass Abtreibung keine Lösung ist. Es ist eine Regelung, die die Selbstbestimmung von Mann und Frau über alles andere stellt. In der Botschaft zur Volksinitiative «für Mutter und Kind» schreibt der Bundesrat, dass er ein Gleichgewicht zwischen dem Recht der Frau auf Selbstbestimmung und der Verantwortung des Staates für den Schutz des vorgeburtlichen Lebens herstellen wolle. Deshalb lehne er die Fristenregelung wie auch die Volksinitiative «für Mutter und Kind» ab. In der Zwischenzeit hat sich der Bundesrat leider mehrheitlich der Fristenregelung angeschlossen. Somit erklärt er seine eigenen Aussagen in der Botschaft zur vorliegenden Volksinitiative für ungültig.

Die Verantwortung des Staates für den Schutz des vorgeburtlichen Lebens müssen wir alle übernehmen. Sie alle wissen so gut wie ich, dass wir mit der beschlossenen Fristenregelung in Widerspruch zur Verfassung geraten. Artikel 7 der Bundesverfassung legt fest, dass die Würde des Menschen zu achten und zu schützen ist. Unzweifelhaft kommt diese Menschenwürde auch dem Kind im Mutterleibe zu. Dies nicht erst ab der dreizehnten Woche der Schwangerschaft, sondern von Beginn, von der Zeugung an. Umso schwerer wiegt die Tatsache, dass mit der beschlossenen Fristenregelung das Grundrecht ausser Kraft gesetzt wird. Die Tatsache, dass der Bundesrat beabsichtigt, die Fristenregelung und die Volksinitiative «für Mutter und Kind» gleichzeitig zur Abstimmung zu bringen, ist von Bedeutung. Somit anerkennt er, dass mit dieser Volksinitiative faktisch ein Gegenvorschlag zur Fristenregelung vorliegt.

Die Initiative «für Mutter und Kind» verursacht keine verfassungsrechtlichen Probleme. Sie ist vielmehr eine Vision für eine gerechte Zukunft: Ein Zukunft, in der keine Kinder mehr abgetrieben werden. Eine Zukunft, in welcher die Mütter in Not die erforderliche materielle, ideelle und seelische Hilfe erhalten werden. Eine Zukunft, in der Mann und Frau ihre Verantwortung gegenüber dem gezeugten Leben wahrnehmen werden. Es ist unvorstellbar, dass unsere Gesellschaft diese krassen Verstösse gegen die Lebensrechte über längere Zeit tolerieren wird.

Die letzten Wochen waren sehr bewegt. Der Bundespräsident ruft: «Wann hört dies alles auf?» Was muss noch alles geschehen, bis wir endlich wach werden und uns der Verantwortung für die Heiligkeit des Lebens bewusst werden? Wenn der Mensch sich anmass, dem Menschen das Leben zu nehmen, dann herrschen Terror, Angst und Tod. In dieser Realität stehen wir. Die Millionen getöteter Kinder weltweit klagen uns an. Eine Gesellschaft, die es mit ihrer Gesetzgebung ermöglicht, dass Leben im Mutterleib vernichtet wird, muss sich nicht wundern, dass sich auch andere Menschen das Recht nehmen, andere Menschen zu töten. Wir werden noch unermessliches Leid zu ertragen haben. Es wird ein Leiden sein, das unsere gottlose Gesellschaft selber zu verantworten hat. Es wird so lange andauern und zunehmen, bis wir uns wieder Gott und seiner Liebe zuwenden.

In dieser Hinsicht ist die Volksinitiative mehr als nur ein Gegenvorschlag. Die Initiative ist ein Modell einer zeitlosen und für alle Beteiligten gerechten Regelung auf der Basis der Grundrechte. Die Initiative reduziert die Zahl der Abtreibungen; das wollen wir alle. Die Initiative reduziert die Krankenkassenprämien, und wir alle haben daran ein Interesse. Die Initiative wahrt auch die humanitäre Tradition unseres Landes. Die Initiative erhält uns ein unermessliches menschliches Potenzial, das wir bei der Abtreibung fahrlässig vernichten. Die Initiative beseitigt das berufsethische Problem der Ärzteschaft und des Medizinalpersonals, die ihren Beruf nicht gewählt haben, um zu töten, sondern um Leben zu retten. Die Initiative ist die Grundlage für eine glaubwürdige Familienpolitik. Was macht es für einen Sinn, über Familienpolitik nachzudenken, wenn wir zulassen, dass einzelne Familien ganze Stränge von Nachkommen auf brutale Art und Weise auslöschen? Die Initiative sorgt dafür, dass Frauen, welche aufgrund ihrer Schwangerschaft in Not geraten, die erforderliche, staatlich garantierte Hilfe bekommen, und schützt das Leben des ungeborenen Kindes.

In diesem Sinne beantrage ich, die Volksinitiative dem Volk zur Annahme zu empfehlen, und danke Ihnen, dass Sie sich mit dem Herz für das Leben entscheiden.

Cina Jean-Michel (C, VS): Kaum eine der Fragen um Leben und Sterben lässt sich anhand eines Schwarz-Weiss-Schemas beantworten. Die Lösung dieser Fragen ruft nach Ernsthaftigkeit, Differenziertheit und nach der Fähigkeit zuzuhören – vor allem Andersdenkenden. Allzu oft will man heute nur hören, was man hören will. Ich darf ein Missverständnis aufklären: Nicht etwa das Reden bildet die wesentliche Grundlage eines konstruktiven gesellschaftspolitischen Dialogs, sondern vielmehr das wechselseitige Zuhören. Man darf seine Ohren nicht vor dem verschliessen, was nicht der eigenen Meinung entspricht. Nicht jeder verfügt über denselben Wertemix, der die Grundlage seines eigenen Entscheidens und Handelns bildet. Das gilt vor allem auch in der Frage des Schwangerschaftsabbruchs. Hier schenkte und schenkt man dem CVP-Schutz- und Beratungsmodell eindeutig noch zuwenig Gehör. Ich bedaure das. Heute nehme ich einen neuen Anlauf, nicht aus Sturheit, sondern aus tiefer Überzeugung. Der Weg zum Hören geht über den Weg zum Verstehenwollen, und das wünsche ich mir. Die Haltung der CVP zum Schwangerschaftsabbruch lässt sich am besten anhand der zur Diskussion stehenden, einander diametral entgegengesetzten Extrempositionen erklären.

Die Volksinitiative «für Mutter und Kind» will quasi den absoluten Schutz des werdenden Lebens in der Verfassung verankern. Die vom Parlament verabschiedete Fristenregelung will demgegenüber während einer gewissen Frist die Frau alleine darüber bestimmen lassen, ob sie eine Schwangerschaft abbricht oder nicht. Absoluter Schutz des werdenden Lebens versus absolute Selbstbestimmung der Frau: so können die heute noch angebotenen Lösungen, auf das Wesentliche reduziert, bezeichnet werden.

Die CVP sieht die Lösung der Frage anders, differenzierter, ausgewogener. Sie verfügt in dieser Frage über den gesellschaftspolitisch tragfähigen Wertemix. So setzt die CVP auf eine sorgfältige Güterabwägung zwischen dem Selbstbestimmungsrecht der Frau einerseits und dem Schutz des ungeborenen Lebens andererseits. Diese vom Gesetzgeber anzustrebende Güterabwägung wird unseres Erachtens in concreto nur durch unser Schutzmodell mit Beratungspflicht gewährleistet. Wir wollen dabei eine Beratung, welche die Frauen in dieser schwierigen Konfliktlage nicht alleine lässt, eine Beratung, die sie in dieser schwierigen Zeit begleitet und unterstützt.

Erst mit einer Beratungspflicht kann aber der verfassungsrechtlich verankerten Schutzpflicht für das ungeborene Leben nachgelebt werden. Die Beratung soll durch staatlich anerkannte Stellen erfolgen und damit auch jene Bereiche abdecken, die eine ausschliesslich ärztliche Beratung nicht zu leisten vermag. Von einer Bevormundung der Frau kann nie und nimmer die Rede sein. Helfen heisst unsere Devise. Wenn diese beratende und unterstützende Begleitung der Schwangeren zu weniger Schwangerschaftsabbrüchen führt, notabene auch dadurch, dass zukünftige ungewollte Schwangerschaften vermieden werden können, dann freut uns das.

Die CVP-Fraktion lehnt somit folgerichtig und konsequent die Volksinitiative «für Mutter und Kind» ab, weil sie deutlich restriktiver ist als die heutige Praxis, weil sie das Selbstbestimmungsrecht der Frau nicht akzeptiert, weil sie die betroffenen Frauen kriminalisiert, weil sie damit im Ergebnis im Widerspruch zum Schutz- und Beratungsmodell der CVP steht. Die Vorstellung der Initianten und Initiantinnen, dass eine Frau das unter Gewaltanwendung gezeugte Kind neun Monate unter ihrem Herzen tragen muss, um es dann für eine Adoption freizugeben, verletzt eindeutig die Würde der Frau. Eine solche Haltung lässt sich meines Erachtens gewiss auch ethisch nicht begründen. Auch für das so geborene und zur Adoption freigegebene Kind könnte die Suche nach seinen Wurzeln zu einem schwer zu verkraftenden Ergebnis führen. Hingegen begrüssen wir von der CVP das

Anliegen der Volksinitiative, der in Not geratenen Mutter zu helfen; dieses Begehren liegt voll auf unserer Linie.

Die Minderheit Studer Heiner, die einen Gegenvorschlag verlangt, lehnen wir mehrheitlich ab. Einige aus unserer Fraktion werden sich der Stimme enthalten. Die von der Minderheit vorgelegte Verfassungsänderung lässt je nach Interpretation alles oder nichts zu und ist viel zu unbestimmt. Selbstverständlich wollen auch wir von der CVP mit unserem Modell das werdende Leben schützen. Aber der in der Minderheit Studer Heiner verlangte absolute Schutz des werdenden Lebens kollidiert mit dem Selbstbestimmungsrecht der Frau. Die CVP kennt in der gesellschaftspolitischen Frage des Schwangerschaftsabbruchs den für den Gesetzgeber entscheidenden Wertemix: Sorgfältige Güterabwägung zwischen dem Schutz des werdenden Lebens einerseits und dem Selbstbestimmungsrecht der Mutter andererseits.

Die Volksinitiative «für Mutter und Kind» ist abzulehnen.

Widmer Hans (S, LU): Herr Cina, Sie haben in Ihrem Votum, das sich stark auf einen Bereich bezieht, der mit Werten zu tun hat, einen Begriff gebraucht, den ich nicht ganz zu verstehen vermag. Sie haben von «Wertemix» gesprochen. Gibt es für Sie einen Unterschied zwischen Prioritäten im Wertebereich und einem Wertemix? Wie sehen Sie diesen Unterschied?

Cina Jean-Michel (C, VS): Wenn ich von «Wertemix» spreche, geht es darum, dass wir – wie gesagt – einerseits das Selbstbestimmungsrecht der Frau und andererseits den Schutz des werdenden Lebens als Werte anerkennen. Diese beiden Werte kollidieren bzw. dieser «Wertemix» kollidiert, und das kann über eine Güterabwägung gelöst werden. Diese Güterabwägung, wie wir sie verlangen, findet sich im CVP-Schutzmodell.

Schmied Walter (V, BE): Monsieur Cina, j'avais en fait la même question. Je la précise. Vous avez évoqué le «Selbstbestimmungsrecht der Frau», donc le droit à l'autodétermination d'une personne, et vous opposez à ce droit le droit à la vie. En cas de choix, quelle est en fait la valeur la plus grande dans votre conception, partant du principe que le Conseil ne peut pas trancher la question fondamentale relative au droit à la vie d'un être humain, même s'il est en devenir?

Cina Jean-Michel (C, VS): Auch hierzu ist die Antwort relativ klar: Wir haben uns in unserem Modell dazu bekannt, dass wir eigentlich, absolut gesehen, während einer gewissen Frist schliesslich dem Selbstbestimmungsrecht der Frau den Vorrang geben. Dazu stehen wir. Wir haben in unserem Modell aber eine kleine Einschränkung dieses Selbstbestimmungsrechtes der Frau vorgesehen durch die Tatsache, dass wir eben eine Beratungspflicht einführen wollen. Mit dieser Beratungspflicht muss sich die Frau an einen externen Berater oder eine staatlich anerkannte Beratungsstelle wenden. Sie sucht in diesem Beratungsgespräch den Kontakt und die Hilfeleistung. Im Rahmen dieser Hilfeleistung kommen dann auch andere Formen zum Tragen und zur Diskussion, die dazu führen könnten, dass ein geplanter Schwangerschaftsabbruch vielleicht unterbleibt. Jeder Schwangerschaftsabbruch, den wir im Rahmen dieser nicht zielorientierten Beratung verhindern haben, ist für uns ein Erfolg. Deshalb stehen wir auch ganz klar zu unserem Modell.

Cuche Fernand (G, NE): Si la procédure le permettait, nous demanderions de ne pas entrer en matière sur cette initiative populaire, tant elle est méprisante à l'égard de la femme, de l'enfant et des personnes qui, depuis de nombreuses années, en vertu de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse, offrent des consultations gratuites et une aide, informent sur les possibilités d'aide privée et publique, informent aussi des conséquences médicales et sociales d'une interruption volontaire de grossesse, et

offrent aussi des conseils et des indications en matière de prévention. Il est donc faux de faire croire qu'une femme enceinte, et en plus en détresse, ne peut faire appel à des consultants spécialisés pour tenter de sortir de sa situation difficile.

Certes, on peut faire mieux en ce qui concerne l'accueil de l'enfant, notamment par des mesures d'accompagnement sociales telles que les allocations familiales – augmenter leur montant –, une place dans une crèche pour chaque enfant, des améliorations du temps de travail qui permettent et au père et à la mère d'avoir des disponibilités pour éduquer les enfants, enfin – on verra peut-être arriver cet événement – la mise en place d'une véritable assurance-maternité. Si, par de telles mesures, il devenait facile pour un certain nombre de mères d'élever leurs enfants dans de bonnes conditions, et si le nombre d'interruptions volontaires de grossesse s'en trouvait réduit, eh bien tant mieux!

J'en reviens à l'initiative. Nous sommes indignés également par la façon dont la femme est perçue par les initiants. L'image de la femme est celle d'une porteuse d'enfants. Sa seule vocation serait d'avoir des enfants. Si elle n'en a pas, son comportement est alors contre nature. Si elle ne veut pas d'enfants, c'est qu'elle a osé réfléchir sur son avenir, sur sa situation, se déterminer, c'est-à-dire choisir une vie sans enfants. Si une femme décide d'une interruption volontaire de grossesse, elle devient alors une meurtrière. En quelque sorte les initiants refusent à la femme son droit à l'autodétermination, une notion juridique tirée du droit fondamental à la liberté personnelle. Les initiants refusent aussi de garantir aux femmes le droit de disposer de leur corps, c'est-à-dire en l'occurrence le droit de choisir entre la maternité et l'interruption d'une grossesse non désirée.

En affirmant qu'une interruption de grossesse n'est autorisée que si la vie de la mère est mise en danger pour des raisons physiques, et qu'il est impossible d'écarter ce danger d'une autre manière, les initiants refusent de reconnaître à l'égard de la femme une notion large de la santé telle qu'elle est définie par l'OMS, c'est-à-dire: «La santé est un état de bien-être complet tant physique, psychique que social.» En affirmant que si la grossesse est la conséquence d'un acte de violence, la mère peut, dès la grossesse constatée, donner son accord à l'adoption de l'enfant, les auteurs de l'initiative reconnaissent ainsi implicitement le droit pour les hommes, certains d'entre nous, plutôt pour les «mâles», à disposer avec violence, sous la menace, du corps de la femme. Ils bafouent une notion fondamentale du droit, celui du respect indiscutable de l'intégrité corporelle. Dans cette situation d'extrême violence, condamner la femme à assurer sa grossesse jusqu'à terme relève d'un comportement sadique, d'un manque de discernement, d'un obscurantisme coupable.

En fait, cette initiative définit clairement une interdiction quasi totale de l'interruption volontaire de grossesse, ne laisse aucune place à des interprétations souples. L'initiative impose l'obligation étatique d'enfanter. Par la voie de la loi, les initiants veulent imposer à toute personne leur idéologie, un code de conduite unique faisant fi à nouveau du respect de l'autodétermination, des cheminements particuliers des uns et des autres, plus ou moins heureux, plus ou moins chanceux, plus ou moins chaotiques, plus ou moins dramatiques. Cette tentative d'interventionnisme étatique et moral aux relents fondamentalistes est tout simplement inacceptable dans un Etat de droit qui reconnaît dans de nombreux actes législatifs la liberté de conscience, la liberté de croyance, la liberté d'agir et de se déterminer dans le cadre de sa sphère privée.

En acceptant l'initiative, on condamne les femmes confrontées à une grossesse non désirée à la clandestinité. Toute recherche en droit confirme que les interdictions n'ont jamais, et dans aucun pays, réussi à empêcher les interruptions de grossesse. Tout au plus, elles ont forcé les femmes à d'humiliants et culpabilisants pèlerinages vers l'étranger, quand elles pouvaient se l'offrir.

Depuis plus de 40 ans, des initiatives populaires ou parlementaires se succèdent. Des progrès sensibles ont été réali-

sés: une avancée vers le régime du délai, une avancée vers la dépénalisation de l'interruption de grossesse, la reconnaissance de l'autodétermination pour la femme. Cette initiative balaise sans nuance, détruit ce qui a été patiemment construit durant ces dernières décennies, construit au mieux pour tenter de saisir dans sa complexité une situation fort délicate.

Nous rejetons donc cette initiative avec la plus grande détermination.

Ceci dit, nous ne banalisons pas la décision de procéder à une interruption volontaire de grossesse. Nous sommes parfaitement conscients qu'il s'agit d'un acte marquant dans la vie d'une femme, d'un homme, d'un couple. Le régime du délai reste pour nous la procédure la mieux adaptée.

Nous observons à la tribune de ce Parlement une femme et son enfant. Notre désir, c'est que cet enfant soit désiré et qu'il soit le bienvenu, y compris sa mère.

Waber Christian (E, BE): Herr Cuche, wie kommen Sie dazu zu behaupten, dass in der Initiative stehe, die Frau sei nur eine Gebärmachine, ihre einzige «vocation» sei es, Kinder zu gebären, und die Initiative sei sadistisch?

Cuche Fernand (G, NE): Dans la mesure où, par cette initiative, vous ne reconnaissez en aucun cas concrètement le droit pour la femme de décider d'une interruption volontaire de grossesse, vous imposez comme premier rôle à la femme le fait d'être là pour porter des enfants et les mettre au monde. Vous faites fi de tous les progrès législatifs qui ont été réalisés pour essayer d'amener la femme à l'égal de l'homme. C'est une marche arrière considérable du point de vue de l'évolution et du statut de la femme dans notre société dite évoluée. Les femmes, elles-mêmes, nombreuses, réclament ce droit: au nom de quoi, nous, les hommes, imposerions par décision législative, par décision politique, l'interdiction pour la femme, encore une fois accompagnée, conseillée, de décider d'une interruption volontaire de grossesse?

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Nous ne sommes pas en Afghanistan et nous n'allons pas faire de comparaison, mais toute chose égale par ailleurs, on se demande si nous ne sommes pas en face des talibans de notre démocratie. En effet, on nous parle de droits fondamentaux, mais s'il y a un droit fondamental, c'est bien celui de la dignité et de la responsabilité, de la responsabilité dans la liberté de la femme. Quel est, surtout avec les connaissances qu'on a aujourd'hui, ce droit fondamental qui serait celui de l'enfant à naître contre la volonté de la mère? Car il s'agit de cela: mettre en opposition une protection soi-disant absolue de l'enfant à naître et la santé psychologique, morale et physique de la mère, dont l'enfant est entièrement dépendant. Par conséquent, cette contradiction ne peut être résolue que par la garantie du droit fondamental de la mère à prendre en toute liberté et en toute responsabilité, mais non pas en toute facilité, une décision. C'est ce que nous avons fait en adoptant en mars 2001 la modification des dispositions pénales relatives à l'interruption volontaire de grossesse.

Là, je dirai aussi aux démocrates-chrétiens que c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas pu être d'accord avec eux. A un moment donné, il n'y a pas de compromis ni de solution de rechange plus ou moins possible à ce choix: «Est-ce que nous considérons que c'est à la femme de décider, et à la femme seule, sans consultation obligatoire, mais avec des possibilités qui lui sont offertes, ou est-ce que nous considérons qu'au nom d'on ne sait quelle norme c'est à quelqu'un d'autre de décider ou de faire pression? C'est la raison pour laquelle je dirai aux auteurs de l'initiative que nous sommes aussi pour les droits fondamentaux et leur protection. Mais, en l'occurrence, nous croyons que la mère qui porte un enfant a un droit fondamental, celui de porter son enfant dans de bonnes conditions.

C'est la raison pour laquelle, une fois encore, nous disons ici à cette tribune, et je le dis au nom du groupe et du Parti libé-

ral: le droit fondamental, c'est la liberté associée à la responsabilité de la personne, en l'occurrence de la mère. Cela, c'est une première chose.

La deuxième chose, c'est que nous avons déjà discuté de tout cela et qu'évidemment cette initiative arrive, si je puis dire, comme du réchauffé un peu désagréable, car on a l'impression qu'on ne va pas refaire tout le débat que nous avons fait.

Et puis le troisième point que j'aimerais soulever, c'est que la proposition de minorité n'est pas un contre-projet intéressant dans ce débat. Tout d'abord, parce qu'il est flou. On vous parle de la protection de l'enfant à naître, sans vous dire en quoi consisterait cette protection. En réalité, c'est un flou qui veut faire un peu moins peur, mais qui s'inspire totalement de l'initiative. C'est, si je puis dire, la solution de l'initiative présentée sous un jour rassurant. Eh bien, nous ne voulons pas de ce jour rassurant, nous ne voulons pas de faux-semblant, nous ne voulons pas de faux-fuyant, nous voulons en rester au vrai choix de liberté et de responsabilité que nous avons fait.

C'est la raison pour laquelle le groupe libéral vous propose naturellement de recommander le rejet de l'initiative et tout autant de rejeter la proposition de minorité qui vous est présentée.

Schmied Walter (V, BE): Monsieur Eggly, j'ai une question de la trempe des talibans avec la barbe. Vous avez dissipé mon dernier doute et je sais maintenant que je vais accepter cette initiative populaire, mais je crains sincèrement que le débat ne dérape.

J'ai une question concrète à vous poser: à partir de quand jugez-vous qu'un enfant en devenir a le droit d'être protégé? En d'autres termes, à quel moment commence le droit fondamental de l'enfant, duquel on discute jusque dans les rangs des institutions de l'ONU?

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Alors, quatre réponses:

1. Si le débat devait déraiser dans la campagne, c'est naturellement à cause de la propagande que pourraient faire les partisans de l'initiative. On en a déjà eu un avant-goût avec des cassettes et pas mal de choses extrêmement désagréables et du plus mauvais goût. Donc si elle dérape, ça ne sera en tout cas pas le fait de ceux qui défendent le projet qui a été présenté ici.

2. Malgré votre barbe, je ne vous prends pas personnellement pour un taliban, et je crois que vous avez trop de goût pour les femmes libres.

3. Je crois que nous avons également répondu à votre question: la protection commence au-delà du délai que nous avons fixé. A ce moment-là, de toute façon, pour des raisons médicales on ne peut plus, sauf cas exceptionnels, interrompre une grossesse. Par conséquent, c'est ça, la réponse.

4. Je dirai finalement qu'en effet, il n'y a pas de règle et de définition absolue du début de la vie. C'est de l'ordre de la médecine, c'est de l'ordre certes de l'éthique. Nous avons ici adopté une solution politique qui tient compte du droit fondamental de la femme qui porte l'enfant.

Aeppli Wartmann Regine (S, ZH): Fundamentalisten waren noch nie Menschenfreunde. Ihnen sind Prinzipien wichtiger als die Auswirkungen, die diese verursachen. Das gilt auch für die Kreise, die diese Volksinitiative lanciert haben. Diese Initiative, ich bin hier mit Herrn Cuche einig, reduziert die Frauen auf die Gebärmutter – eine Gebärmutter, die selbst dann ihre Funktion erfüllen muss, wenn sie ihre Frucht durch Gewaltanwendung empfangen hat. Diese Initiative versagt den Frauen jedes Selbstbestimmungsrecht, was offenbar auch zum fundamentalistischen Selbstverständnis gehört. Diese Initiative gibt vor, das ungeborene Leben zu schützen, und lässt völlig ausser Acht, dass die schwangere Frau und der Fötus eine symbiotische Einheit darstellen und dass damit das Wohl des werdenden Kindes sehr direkt vom physischen und psychischen Befinden der Schwangeren abhängt.

Der Zwang, ein ungewolltes Kind zu gebären und aufzuziehen, hat zwangsläufig negative Auswirkungen auf den Fötus. Aber das kümmert die Fundamentalisten wenig. Für sie ist nicht das werdende Individuum das Ziel ihrer Bemühungen, sondern das Prinzip, dass keine Schwangerschaft abgebrochen werden darf. Die Initianten geben vor, schwangeren Frauen in Notlagen helfen zu wollen. Das will aber auch die Bundesverfassung; Artikel 12 sieht das bereits vor. Ein Zusatz, wie ihn die Initiative will, ist völlig überflüssig. Auch der Anspruch auf unentgeltliche Beratung ist längst geregelt, es gibt dafür sogar ein spezielles Gesetz. Wie wenig Ahnung die Initianten von Kinderkosten haben, zeigt auch ihre Rechnung, wonach mit 20 Millionen Franken 3000 Schwangerschaftsabbrüche wegen materieller Not verhindert werden könnten. Das bringt pro Frau gerade einmal 555 Franken im Monat, beschränkt auf das erste Lebensjahr des Kindes. Ja, und dann – wie weiter? Ich erspare Ihnen und mir weitere Ausführungen zu den realen Kinderkosten; wir werden uns im Verlaufe des heutigen Morgens noch ausreichend dazu äussern können, wenn es um die Parlamentarische Initiative Triponez und weitere Vorstösse zum Thema Mutterschaftsversicherung geht.

Ich möchte dazu bloss noch etwas sagen: Es gibt Menschen, die sich wünschen, sie wären nie auf die Welt gekommen, weil man ihnen während ihrer ganzen Kindheit zu verstehen gab, dass am Tisch ein Mund zuviel gefüttert werden musste. Fragen Sie diesbezüglich einmal bei einem Pfarrer nach. Vielleicht werden Sie dann auch verstehen, weshalb viele Kirchenleute mit hoher ethischer Gesinnung dafür eintreten, dass schwangere Frauen selber entscheiden können sollen, ob sie die Verantwortung für ein Kind übernehmen können. Diese Christen berufen sich nicht einfach auf Enzyklika und Konziliarbeschlüsse, sondern sie sorgen sich um das Wohl der Menschen, die sich ihnen anvertrauen.

Im Übrigen wirft diese Initiative eine Reihe von rechtlichen Fragen auf, deren Konsequenzen wohl nicht bedacht wurden. So spricht die Initiative z. B. von Tötung des ungeborenen Lebens. Heisst dies, dass in Zukunft auch ein Spontanabortion oder eine Fehlgeburt strafbar sein sollen, wenn sich die Schwangere zu wenig schont oder zu viel Sport treibt? Es gibt noch viele andere Fragen, die ich hier im Raum stehen lasse.

Diese Initiative entspricht auch in keiner Weise einem Bedürfnis oder dem Empfinden der grossen Mehrheit der Menschen in diesem Land. Sie ist nämlich nichts anderes als eine Neuauflage der Initiative «Recht auf Leben», die 1985 mit rund 70 Prozent der Stimmen abgelehnt wurde – nur ist sie noch extremistischer formuliert. Fundamentalisten bringt man selten zur Einsicht. Man muss sie mit demokratischen Mitteln bekämpfen. Mit dem Minderheitsantragssteller gehen wir insofern einig, als wir lieber unser Modell der Fristenregelung allein zur Abstimmung gebracht hätten, denn die Initiative kann wohl nicht als Alternative zum Fristenregelungsmodell und damit als Gegenvorschlag betrachtet werden.

Wir brauchen aber auch das Modell Studer Heiner nicht, denn wir wissen ja, dass in der Schublade noch verschiedene so genannte Zwischenlösungen darauf warten, ans Tageslicht gebracht zu werden. Herr Cina hat auch wieder von seinem Schutzmodell gesprochen. Herr Cina, ich möchte Sie doch bitten: Wir stehen heute an einem anderen Punkt der Diskussion, vielleicht sollten Sie einmal Ihr Manuskript erneuern, wenn Sie wieder zu diesem Thema sprechen.

Ich bitte Sie, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen, und ich bitte Sie, auch den Minderheitsantrag Studer abzulehnen.

Waber Christian (E, BE): Da ich die Initiative von ganzem Herzen unterstütze, bin ich also ein Fundamentalist und ein Extremist, den man auch bekämpfen muss – mit dem Nachsatz: mit demokratischen Mitteln. Meine Frage an Sie: Können Sie mich in einem Satz als Fundamentalisten definieren?

Aeppli Wartmann Regine (S, ZH): Herr Waber, wenn Sie diese Initiative «von ganzem Herzen» unterstützen, dann würde ich dieses Prädikat auch für Sie zur Anwendung bringen, weil Sie jegliche Zwischentöne, jede Rechtsgüterabwägung ablehnen. Darum geht es bei der Frage, wie man mit ungewollten Schwangerschaften umgehen soll. Es geht um die Frage des Abwägens zwischen dem Selbstbestimmungsrecht der schwangeren Frau und dem Schutz des ungeborenen Lebens. Dafür haben wir eine differenzierte Lösung getroffen, nach langen, ausgiebigen Diskussionen in beiden Räten. Wenn das Recht der Frau, selber zu entscheiden, ob sie bei einer ungewollten Schwangerschaft das Kind austragen und aufziehen will, einfach ausser Acht gelassen wird, dann ist das meiner Ansicht nach fundamentalistisch.

Bosshard Walter (R, ZH): Es ist eigentlich praktisch alles gesagt. Mit dem Thema Schwangerschaftsabbruch haben wir uns in diesem Rat bereits früher sehr intensiv auseinandergesetzt und haben nach Lösungen gesucht. Wir mussten Lösungen oder wenigstens Regelungen finden, weil die heutige Situation – ich glaube für alle – unwürdig und unbefriedigend ist. Nach langen Diskussionen, nicht nur in diesem Rat, sondern auch in der Öffentlichkeit, haben wir uns dann für die Fristenregelung – ich sage explizit «Regelung» und nicht «Lösung» – entschieden. Die FDP-Fraktion hat sich für diese Fristenregelung ausgesprochen.

Die Volksinitiative «für Mutter und Kind» zielt nun aber in eine ganz andere Richtung und käme praktisch einem allgemeinen Verbot der Abtreibung gleich. Die heute praktizierte medizinische Indikation beruht auf einem weiten Gesundheitsbegriff und berücksichtigt auch juristische und soziale Indikationen. Die Volksinitiative dagegen berücksichtigt all dies nicht und lässt nur eine enge medizinische Indikation zu. Das wäre ein unverständlicher Rückschritt hinter das geltende Recht und hinter die heutige Praxis zurück. Die Initiative berücksichtigt in keiner Art und Weise den gesellschaftlichen Wandel in den letzten Jahrzehnten. Das kann aus unserer Sicht nicht der Weg sein.

Die FDP-Fraktion lehnt die Volksinitiative «für Mutter und Kind» und auch den entsprechenden Antrag Waber entschieden ab und unterstützt den entsprechenden Antrag der Mehrheit der Kommission für Rechtsfragen. Die FDP-Fraktion lehnt auch den Minderheitsantrag Studer Heiner ab, der mit einem Gegenentwurf praktisch ebenfalls in Richtung eines Verbotes der Fristenregelung zielt.

Wirz-von Planta Christine (L, BS): Ich bin wahrlich keine Feministin. Man braucht auch gar keine Feministin zu sein, um der Volksinitiative «für Mutter und Kind – für den Schutz des ungeborenen Kindes und für die Hilfe an seine Mutter in Not» nicht zuzustimmen; denn der gesunde Menschenverstand genügt dazu. Aufgrund des gesunden Menschenverstandes ist es mir einfach unverständlich, dass man Frauen jedes Mass an Eigenverantwortung absprechen will. Ein Schwangerschaftsabbruch ist in jedem Fall eine Frage des persönlichen Gewissens und nicht die Frage einer akuten Lebensgefahr. Es ist nicht angezeigt, dass sich Frauen und Männer in die ganz persönliche Angelegenheit einer Schwangeren einmischen, besonders wenn die Einmischung so weit geht, dass unbeteiligte Aussenstehende als Richterinnen und Richter auftreten, die ihre eigene Überzeugung anderen auferlegen wollen.

Meine sehr geehrten Damen und Herren Befürworter dieser Initiative: Ihre Haltung, die meist auf einem religiösen Hintergrund basiert, gilt es unbedingt zu respektieren. Man darf sie auch nicht in Zweifel ziehen oder ihr gar mit Unverständnis begegnen; denn von einer Fristenlösung muss niemand Gebrauch machen. Wer nicht will, der muss wirklich nicht. Aber es widerspricht jedem liberalen Grundsatz, die eigene Haltung anderen aufzuzwingen, besonders in einer Angelegenheit, die kein eigentliches Politikum darstellt, sondern auf der emotionalen und ganz persönlichen Ebene anzusiedeln ist. Bitte akzeptieren Sie doch, dass Frauen eigenständige und eigenverantwortliche Mitglieder unserer Gesellschaft sind,

die diese Art von Bevormundung, von Vormundschaft gar nicht brauchen, die selbst urteilen können und auch dementsprechend handeln wollen, sei dies nun im Sinne der Initianten und Initiantinnen oder aber ganz im Gegensatz dazu.

Dass Beratungsstellen werdenden Müttern in Not offen stehen, dass sich werdende Väter ebenfalls beraten lassen dürfen, ist schon heute eine Selbstverständlichkeit, so wie der konsultierte Frauenarzt ebenfalls sensibel auf diese besondere Situation eingehen wird. Unbegreiflich ist mir jedoch der von den Initianten beabsichtigte Bundesverfassungsartikel 116a Absatz 2 Litera c. Wie bitte kann einer werdenden Mutter, deren Schwangerschaft eine Folge von Gewaltanwendung, sprich: Vergewaltigung, ist, zugemutet werden, ihr Kind auszutragen, wenn sie dies doch aus so verständlichen Gründen nicht will und nicht kann?

Das Zugeständnis, das Sie machen, dass sie das Kind zu einem frühen Zeitpunkt zur Adoption freigeben darf, ist beinahe zynisch. Mit dieser Litera c wird die Frau – ich wiederhole es hier – ohne jegliche Rücksichtnahme auf ihre persönlichen Gefühle zu einer Reproduktionshülle degradiert. Das kann und darf einfach nicht so sein. Damit wird die Würde der Menschen, und ich zähle die Frauen eben dazu, zutiefst verletzt.

Hess Walter (C, SG): Ich spreche in meinem persönlichen Namen und nicht im Namen der Fraktion.

Nach sehr, sehr langer Überlegung werde ich der Initiative zustimmen und werde dadurch zu einer ganz kleinen Minderheit in diesem Saal gehören. Ich tue dies nicht, weil ich etwa ein Fundamentalist wäre, ganz und gar nicht, sondern weil mir der Wert jedes menschlichen Lebens zu viel bedeutet, als dass ich mich einfach davonschleichen könnte. Schwangerschaftsabbruch ist kein alltägliches Geschäft. Vielmehr handelt es sich um eine Frage, die mit der Würde des Menschen zu tun hat. Es geht um das menschliche Leben und somit um das höchste Rechtsgut, das es überhaupt gibt. Die Menschenwürde erträgt auf die Dauer Kompromisse schlecht.

Folgende Grundüberlegungen sind für mich wegleitend:

1. die Anerkennung, dass unerwünschte Schwangerschaften Notlagen verursachen können;
2. die Anerkennung, dass die heutigen gesellschaftlichen Rahmenbedingungen für eine richtige Unterstützung schwangerer Frauen in Not nicht ausreichend sind;
3. die Anerkennung der Menschenwürde nicht nur der schwangeren Mutter, sondern auch des Kindes vor der Geburt;
4. die Feststellung, dass ein Schwangerschaftsabbruch den betroffenen Frauen oft keine Erleichterung bringt, sondern oft auch der Anfang neuer Probleme ist;
5. die Feststellung, dass bei der Fristenlösung eine echte Rechtsgüterabwägung zwischen dem Existenzrecht des Kindes und dem Selbstbestimmungsrecht der werdenden Mutter nicht stattfindet. Frau Aepli hat das Wort der Güterabwägung gebraucht. Während dieser Frist findet sie eben gerade nicht statt.

Die Initiative «für Mutter und Kind» anerkennt die Menschenwürde auch des Kindes vor der Geburt. Sie garantiert der werdenden Mutter die erforderliche und unentgeltliche Hilfe. Sie nimmt eine echte Rechtsgüterabwägung vor. Sie fordert gesellschaftliche Rahmenbedingung, welche verhindern, dass eine Mutter wegen einer Schwangerschaft in sozioökonomische Schwierigkeiten gerät und von der Fürsorge abhängig wird.

Ich bin mir völlig bewusst, dass keine Frau leichtfertig abtreibt. Es entspricht aber leider einer gesellschaftlichen Realität, dass oft ein grosser Druck zur Abtreibung aus dem sozialen Umfeld der Frau vorhanden ist, z. B. vom männlichen Partner, von den Eltern usw. Oftmals sind es gerade diese Druckversuche, die für die betroffenen Frauen das grösste Problem darstellen. Solche Druckversuche sollen untersagt sein.

Was mir persönlich an der Initiative Mühe macht, ist, dass Abtreibungen nach Vergewaltigungen nicht ausgenommen

sind. Das macht mir Mühe, obwohl sich gemäss einer Umfrage eines schweizerischen Strafrechtsprofessors bei vielen noch lebenden Richtern aus der Zeit zwischen 1942 und 1980 keiner dieser Richter an einen Fall einer Verzeigung wegen Abtreibung nach einer Vergewaltigung erinnern konnte. Es macht mir Mühe, obwohl die Statistik «nur» mit einem möglichen Fall pro Jahr rechnet. Es macht mir Mühe, obwohl gemäss der Initiative die Möglichkeit bestünde, die Zustimmung zur Adoption sofort zu erteilen. Es macht mir Mühe, obwohl mir völlig klar ist, dass ein geschehenes Unrecht nicht durch ein anderes Unrecht wieder gutgemacht oder verbessert wird.

Trotz dieser Bedenken werde ich dafür stimmen, die Initiative zur Annahme zu empfehlen, dies wegen der anderen Faktoren: weil sie die Menschenwürde von Mutter und Kind und die Hilfe an Mütter ins Zentrum stellt und vor allem, weil der Schwangeren mit einer wirksamen Unterstützung mehr geholfen wird als mit einer Abtreibung.

Ich bitte Sie, die Initiative zur Annahme zu empfehlen oder den Antrag der Minderheit Studer Heiner anzunehmen.

Bernasconi Madeleine (R, GE): Si j'ai le plus grand respect pour la vie, et j'ai vu de très près ce que c'est aussi que de perdre des enfants désirés, en l'occurrence mes petites-filles, je ne peux accepter que l'on pénalise une femme au nom de principes. Pour des raisons qui lui sont propres, une femme choisit de ne pas pouvoir accepter de donner la vie. Nous sommes au XXI^e siècle, et les progrès dans le domaine des sciences doivent absolument amener la femme à choisir de pouvoir donner cette vie.

Et, s'il vous plaît, ne reparlez pas des ennuis qu'on peut avoir maintenant, mais plutôt des détresses du XIX^e et du début du XX^e siècles quand une femme, pour des raisons liées à son entourage ou à son choix, vivait des situations extrêmement difficiles et était rejetée de la société parce qu'elle était fille-mère. Si maintenant ce n'est plus le cas, ce n'est pas une raison pour empêcher une femme de faire ce choix en toute connaissance de cause des effets qui peuvent être aussi négatifs, parce que c'est certainement une chose extrêmement difficile que de devoir choisir de ne pas donner la vie. Comme vous l'avez déjà dit, ce n'est jamais un moment facile pour une femme de faire ce choix-là. Il me semble que l'on doit faire confiance aux femmes. Elles sont adultes, comme vous, Messieurs et Mesdames qui pensez que les femmes ne peuvent pas choisir leur chemin et leur vie.

Naturellement, nous devons renforcer la prévention. Le travail dans les écoles est extrêmement important et c'est ce qui donnera aussi la qualité du choix de la vie. Donner la vie, pour moi, est un acte de foi, un acte d'amour, donc un acte choisi dans la joie et naturellement en connaissance de cause.

C'est pour ces raisons, parce que j'aime la vie, que je vous dis qu'il faut rejeter l'initiative populaire «pour la mère et l'enfant» qui ne correspond pas aux droits fondamentaux des hommes et des femmes de ce pays.

Kunz Josef (V, LU): Ich bin ein Parlamentarier, der nicht allzu oft von seinem Rederecht Gebrauch macht. Zum heutigen Thema, dem Schwangerschaftsabbruch, möchte ich aber einige Gedanken einbringen.

Es ist Aufgabe des Staates, geborenes und ungeborenes Leben zu schützen. Es gibt mir sehr zu denken, dass in diesem Saal im Zusammenhang mit dem Schwangerschaftsabbruch von Güterabwägung gesprochen wird. Unsere Gesellschaft und der Staat setzen alles daran, das geborene Leben zu schützen und zu erhalten. Ich denke an die Sicherheit in allen Bereichen – heute ein berechtigtes Schlagwort. Ich denke an die immensen medizinischen, finanziellen und materiellen Mittel, welche wir einsetzen, um Leben zu erhalten. Das ist auch gut und recht so, ich unterstütze das voll und ganz.

Wo ist aber nach unserer Verfassung der Schutz des ungeborenen Lebens, welches sich an dieser Debatte nicht betei-

ligen und sich nicht zu Wort melden kann? Haben nicht unsere Eltern Ja zu unserem Leben gesagt, grosse Opfer und Entbehrungen zugunsten von Kind und Familie auf sich genommen? Es darf in unserem Land nicht angehen, dass ein Kind aus sozialen Gründen abgetrieben wird. Vielmehr ist der werdenden Mutter im Sinne der Initiative jede Hilfe anzubieten. Ich bitte Sie, diese Überlegungen bei Ihrer Entscheidung mit einzubeziehen.

Ich werde diese Initiative zur Annahme empfehlen.

Maspoli Flavio (–, TI): È un'iniziativa, questa, che sicuramente è testimone della preoccupazione di cittadine e cittadini che non vedono di buon occhio e che si preoccupano per come il nostro paese sta trattando determinati argomenti. Una stampa chiaramente di parte è riuscita a inculcare nella mente delle cittadine e dei cittadini che il progresso sta nella piena libertà, sta, per esempio, nell'eutanasia attiva, quando delle persone diventano scomode e nell'aborto, quando non si vuole un bambino. Io credo, viceversa, che sia compito dello Stato, che sia compito della società, modificare – mi si consenta questo termine poco appropriato in questo campo – le condizioni quadro in cui questo bambino deve nascere e in cui l'anziano deve poter vivere. Non è dunque una questione di progresso, il progresso non sta nell'uccidere la vita non ancora nata, il progresso non sta nell'uccidere l'anziano, per qualsiasi ragione e sempre.

Io non voglio fare il moralista, perché non è certo il mio compito e perché non sarei la persona adatta per fare del moralismo. Ma mi oppongo fermamente all'idea che lo Stato contribuisca a compiere degli omicidi – perché di questo si tratta, di omicidi, chiamiamoli con il loro nome: omicidi premeditati – compiuti laddove la vita dovrebbe essere più protetta che in qualsiasi altro luogo e, cioè, nel grembo materno. Questo non vuol dire che in casi eccezionali un intervento di questo genere non possa essere fatto. Ma, se noi prendiamo la prima parte del testo dell'iniziativa e seguiamo la proposta della minoranza Studer Heiner, ecco che vediamo che queste eccezioni sono e saranno possibili, come lo sono già oggi. Dunque, io non credo che noi abbiamo bisogno di nuove legislazioni, non credo che sia necessario legiferare ulteriormente sull'argomento.

Quest'iniziativa popolare in pratica lascia le cose come stanno oggi, e oggi una donna che veramente non può o non vuole partorire, per motivi che io non giudico e che non voglio neanche sapere, non vuole dare al mondo il proprio figlio, ha la possibilità di interrompere la gravidanza. Quello che si vuole fare invece con altre iniziative, con altre leggi che noi voteremo tra poco, per cui giustamente è stato impugnato il referendum, sarebbe una legalizzazione de facto dell'omicidio premeditato. Io, qui, non posso essere d'accordo, pertanto io sosterrò, né più né meno, la proposta della minoranza Studer, che mi sembra sensata, nella misura in cui lascia le cose come stanno.

Prima di votare allegramente contro un'iniziativa del genere, io credo che ognuno deve interrogarsi e deve chiedersi se fosse al mondo qualora, una cinquantina di anni fa, qualcuno avesse proposto di abortirlo.

Baumann J. Alexander (V, TG): Die SVP-Fraktion, für die ich sprechen darf, hat die Fristenlösung grossmehrheitlich abgelehnt. Sie engagiert sich für die Aufrechterhaltung des geltenden Rechtes. Ich nenne Ihnen drei Gründe, die zu dieser Überlegung geführt haben.

Der erste Grund: Bei allem Respekt vor den ethischen Überzeugungen, die der Initiative zugrunde liegen, gelangen wir zur Auffassung, dass es einer absolut zu rechtfertigenden Hierarchie der Werte entspricht, dass der Schutz der Gesundheit der Mutter in der Güterabwägung ein zu berücksichtigendes Element darstellen muss. In der Initiative wird dieser Gesichtspunkt völlig ausgeschlossen. Die Voraussetzung der «akuten, nicht anders abwendbaren, körperlich begründeten Lebensgefahr» der Mutter als einziges Element der Güterabwägung gegenüber dem Wert des ungeborenen

Lebens kann unseres Erachtens dem in dieser Frage erforderlichen Wertevergleich nicht gerecht werden. Das im bestehenden Recht in Artikel 120 des Strafgesetzbuches geltende Kriterium der grossen Gefahr dauernden schweren Schadens an der Gesundheit der Schwangeren dürfen wir nach über sechzig Jahren nicht plötzlich wegbedingen.

Der zweite Grund meines Neins zur Initiative ist das darin aufgestellte Postulat, dass eine als Folge von Gewaltausübung, also als Folge eines Verbrechens, zustande gekommene Schwangerschaft ausdrücklich nicht abgebrochen werden dürfte. Die Initianten verkennen dabei die in derartigen Fällen möglichen langwierigen schweren Schäden an der psychischen Gesundheit der Mutter, die noch intensiviert werden, wenn ein unter solchen Umständen von der Mutter geforderter Schwangerschaftsabbruch nicht vorgenommen werden kann.

Der dritte Grund unseres Neins ist, dass die Initiative hinter den Stand der heutigen Gesetzgebung zurückführen würde, der man einzig vorwerfen kann, dass sie kaum mehr durchsetzbar ist. Umso schwieriger wäre die Durchsetzbarkeit einer rigideren und restriktiveren Regelung. Eine derartige Gesetzgebung sollten wir nicht machen. Wir sollten nicht Gesetze aufstellen, von denen wir heute wissen, dass sie nicht durchsetzbar sind.

Wir lehnen grossmehrheitlich die Fristenlösung ab, und wir lehnen praktisch geschlossen die Volksinitiative «für Mutter und Kind» ab.

Vallender Dorle (R, AR), für die Kommission: Damit kommen wir noch zur Frage des Gegenvorschlags, so wie es die Minderheit Studer Heiner vorsieht, und dann noch zum Antrag Waber.

Ihre Kommission ist dezidiert der Meinung, dass für einen Gegenvorschlag kein Raum ist. Dazu müssen wir uns in Erinnerung rufen, welche Regelungen inklusive dieser Initiative zur Abstimmung stehen werden. Das Volk wird, nachdem das Referendum zustande gekommen ist, darüber entscheiden können, ob die vom Parlament verabschiedete so genannte Fristenregelung, um die wir viele Jahre gerungen haben, das gültige Recht ersetzen soll. Die Fristenregelung erlaubt – so haben es beide Kammern entschieden, und auch der Bundesrat unterstützt diese Vorlage –, dass eine Frau während zwölf Wochen seit der letzten Periode straffrei eine Schwangerschaft abbrechen darf. Diese Regelung anerkennt das Recht auf Selbstbestimmung einer Frau, die ungewollt schwanger wird. Damit regelt der Gesetzgeber das unlösliche Dilemma, ob das ungeborene Leben oder das Selbstbestimmungsrecht der Frau stärker zu schützen ist, während drei Monaten zugunsten der Frau und gewährt ihr – im Falle des Abbruchs – Straffreiheit. In Klammer möchte ich doch dazu bemerken, dass hier eigentlich auch allen beteiligten Männern Straffreiheit garantiert wird, gehört ja zu jeder Zeugung auch ein Mann.

Die vorliegende Initiative «für Mutter und Kind» statuiert dagegen, wie wir gesehen haben, ein totales Abtreibungsverbot. Damit haben die Stimmberechtigten am gleichen Abstimmungssonntag auch die Möglichkeit, darüber zu entscheiden, ob sie diesen Gebärzwang der Frau in der Verfassung festschreiben wollen. Die Initiative ist daher offensichtlich die Gegenreaktion auf die vom Parlament verabschiedete Fristenregelung.

Werden weder die Fristenregelung noch die Initiative angenommen, bleibt es beim jetzigen Recht. Heute gilt, dass eine Unterbrechung der Schwangerschaft nach Artikel 120 des Strafgesetzbuches dann strafflos ist, wenn eine Lebensgefahr nicht anders abgewendet werden kann oder die Schwangere der Gefahr eines dauernden schweren Schadens an der Gesundheit ausgesetzt würde. Diese so genannte medizinische Indikation bezieht neben dem körperlichen auch das seelische und soziale Wohlbefinden mit ein und erlaubt den straffreien Abbruch, sofern der Eingriff, nach Einholung eines Gutachtens eines zweiten Arztes, durch einen patentierten Arzt erfolgt.

Am Abstimmungssonntag können sich die Stimmberechtigten also zwischen drei alternativen Regelungen entschei-

den. Wo bleibt da – so ist zu fragen – noch Platz für einen Gegenvorschlag? In welche Richtung sollte der Gegenvorschlag gehen? Die Antwort darauf ist uns Herr Studer in der Kommission und auch heute schuldig geblieben. Dabei ist daran zu erinnern, dass auch das Beratungsmodell der CVP eine Fristenregelung darstellt, allerdings mit der Auflage der Zwangsberatung.

Damit ist auch gesagt, dass die Zustimmung von Volk und Ständen zu einem Gegenvorschlag gemäss dem Minderheitsantrag Studer Heiner keine weitere Klärung bringen könnte. Ein derartiger Gegenvorschlag würde einzig Verwirrung stiften, denn eine Lösung jenseits des totalen Abtreibungsverbots, jenseits der Fristenregelung und des Status quo ist nicht denkbar.

Die Minderheit Studer Heiner will über den harmlos tönenden Gegenentwurf mit ihrem Antrag in Tat und Wahrheit den Schutz des ungeborenen Lebens neu in die Bundesverfassung aufnehmen und damit ein totales Abtreibungsverbot statuieren. Bisher geniesst einzig das geborene Leben den Schutz des Staates.

Zum Antrag Waber: Herr Waber will mit der Volksinitiative die Würde des ungeborenen Lebens schützen. Wo bleibt bei diesem Gebärzwang die Würde der Frau? Mit Ihrer Sicht verurteilen Sie die Frau in der Tat, wie Herr Cuche es formuliert hat, zur Gebärmaschine. Herr Waber, wir müssen Sie daran erinnern, dass wir weltliche Gesetze machen möchten, die, unabhängig von Glaubens- und Nichtglaubensrichtungen, von allen Bürgerinnen und Bürgern getragen werden können, d. h. konsensfähig sind. Für fundamentalistische Prinzipien bleibt da kein Raum. Herr Waber, damit ist Ihnen die Frage gestellt, wer Ihnen eigentlich das Recht gibt, Ihre religiöse Ethik als die beste aller Ethiken zu proklamieren und anderen aufzwingen zu wollen und auf der anderen Seite einer schwangeren Frau jede Ethik absprechen zu wollen.

Ich komme zum Schluss. Ihre Kommission lehnt sowohl die Initiative «für Mutter und Kind – für den Schutz des ungeborenen Kindes und für die Hilfe an seine Mutter in Not», dies mit 20 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung, als auch den Antrag der Minderheit Studer Heiner, mit 19 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung, ab.

Ich bitte Sie, diesen Anträgen zu folgen.

Ménétreay-Savary Anne-Catherine (G, VD), pour la commission: Rapidement, trois remarques:

1. M. Studer Heiner voudrait une solution intermédiaire, mais la proposition qu'il nous présente n'a rien d'intermédiaire. La commission prétend que c'est le régime du délai tel que nous l'avons admis à Lugano qui est une solution intermédiaire. Cette réglementation-là, en effet, ne reconnaît aucun droit à l'avortement. Au contraire, nous avons pris des mesures – je peux le dire d'autant plus facilement que, personnellement, je trouvais même qu'on avait trop atténué la portée du régime du délai – qui en font véritablement une solution intermédiaire.

2. Deuxième remarque, pour M. Waber. Moi aussi, et tous les partisans du régime du délai, voudraient un avenir sans avortement. Nous avons toujours été parfaitement clairs sur ce point: un avortement, quelque part, est toujours un échec, et nous sommes d'accord qu'il faut développer la contraception, l'éducation sexuelle, le planning familial pour échapper à ça.

Je voudrais m'élever en passant contre la déclaration de M. Maspoli qui dit: «Voilà, une femme est enceinte, elle ne veut pas l'enfant.» Je ne connais aucune femme qui a interrompu une grossesse simplement parce qu'elle ne veut pas l'enfant, par caprice, parce qu'elle n'en a pas envie. Nous l'avons dit et nous le redisons encore, toute interruption de grossesse signifie qu'il y a une situation de difficultés, une situation de détresse. Même les lois les plus dures, Monsieur Waber, qui ont existé dans le passé, même ces lois-là n'ont jamais réussi à empêcher les avortements. Et quand on en revient aux avortements clandestins, croyez-moi, pour ceux qui ont connu cette période, c'est horrible.

3. Je voudrais m'élever avec la plus grande énergie contre le fait que M. Waber a osé faire un lien entre l'interruption de grossesse et le terrorisme. Alors là, vraiment, je trouve que c'est indigne, c'est irrecevable. Et si ce genre d'argument préfigure la campagne au-devant de laquelle nous allons, alors franchement j'ai peur. Je pourrais facilement, Monsieur Waber, vous retourner l'argument et vous dire que le terrorisme, il est du côté des fondamentalistes. D'ailleurs, d'autres vous l'ont dit et je suis d'accord avec eux. Mais je crois qu'il faut aussi dépasser les étiquettes et ne pas nous livrer à une bataille d'étiquettes en nous taxant les uns et les autres de terroristes. Ce que je voudrais dire, c'est que je ne peux pas comprendre que vous plaidez en faveur de la dignité du fœtus, et que vous bafouiez à ce point la dignité de la mère, c'est-à-dire la dignité de la femme.

On dirait que, pour un certain nombre de collègues, en particulier du groupe de l'Union démocratique du centre qui sont venus plaider pour cette initiative, la vie a plus de valeur, qu'elle mérite plus de protection avant la naissance qu'après. A voir, le sort que vous réservez parfois aux émigrés!

Enfin, je voudrais faire une dernière remarque: la dignité de la vie ne peut être garantie que quand la vie s'inscrit dans une relation, une relation affective, avec l'environnement, dans un projet de vie. C'est pourquoi je n'arrive pas non plus à comprendre que certains d'entre vous viennent nous dire que la pesée d'intérêts doit être rejetée. Bien sûr qu'il y a une pesée d'intérêts! Bien sûr qu'il y a un équilibre! Nous ne devons absolument pas jouer la mère contre l'enfant, l'enfant contre la mère, la mère contre le père. L'un ne va pas sans l'autre. Encore une fois, je voudrais le répéter et je terminerai par là: aucune vie ne peut se développer ni s'épanouir toute seule, sans une autre vie pour l'accueillir, et c'est là que nous avons besoin d'équilibre. Or, cet équilibre, avec l'initiative, il est complètement détruit.

C'est pourquoi, encore une fois, je vous demande de rejeter l'initiative populaire.

Maspoli Flavio (–, TI): Io non credo che sia il momento adesso, qui, di fare della demagogia.

Je n'ai jamais dit qu'il y a des femmes qui ne veulent pas de leur enfant par caprice. J'ai simplement dit que je ne veux même pas connaître les motifs pour lesquels elles n'en veulent pas. Alors, il ne faut pas faire de la démagogie quand quelqu'un parle avec le cœur et ne pense pas exactement comme vous.

Ménétreay-Savary Anne-Catherine (G, VD), pour la commission: Je prends acte de cette déclaration et je considère que nous n'avons, en effet, peut-être pas à entrer dans les motifs pour lesquels une femme se voit obligée de demander une interruption de grossesse.

Je suis d'accord et je prends acte de cette déclaration.

Waber Christian (E, BE): Ich bin mir ja gewohnt, dass ich unter Druck gerate. Frau Vallender stellt mir die Frage, welches Recht ich mir nehme, hier so aufzutreten. Ich habe das Recht als Volksvertreter, wie das alle hier haben. Ich bin ein gewählter Volksvertreter, und ich stehe zu meiner Meinung. Ich habe auch nichts dagegen, dass meine Meinung nicht akzeptiert wird, aber ich möchte doch meine Position mit einem Wort von der Gegenseite untermauern, nämlich von einem Fundamentalisten der Gegenseite, der gesagt hat: «Erst wenn Gott tot ist, kann der Mensch alles sein.» Das hat Karl Marx gesagt: «Erst wenn Gott tot ist, kann der Mensch alles sein.» In dieser Debatte kommt dies eben zum Ausdruck, dass der Mensch hier alles ist. Die Wertmassstäbe, die ich durch alle Böden hindurch vertrete, stempeln mich als Extremisten und Fundamentalisten ab. Ich werde mich immer auf diese Wertmassstäbe berufen, auch wenn hier gesagt wird, dass das Volk Gesetze mache und nicht Herr Waber. Das ist überhaupt kein Problem für mich, aber ich habe das Recht, meine Meinung zu vertreten und diese auch auf diese Massstäbe abzustützen, die mir eben das Wort Gottes vorgibt.

Vallender Dorle (R, AR), für die Kommission: Eine kurze persönliche Erklärung an die Adresse von Herrn Waber: Kollege Waber, Sie haben mich falsch zitiert. Ich habe Ihnen die Frage gestellt, was und wer Ihnen das Recht gebe, Ihre religiöse Ethik als die beste Ethik der Welt allen Bürgerinnen und Bürgern in dieser Schweiz aufzwingen zu wollen. Die Antwort darauf müssen Sie mir schuldig bleiben. Es ist in diesem Sinn eine rhetorische Frage.

Metzler Ruth, Bundesrätin: Nachdem das Parlament nach langem und zähem Ringen die Fristenregelung beschlossen hat und der Bundesrat diese Revisionsvorlage unterstützt, beantragen wir Ihnen im Einklang mit der Mehrheit Ihrer Kommission und dem Ständerat, die Volksinitiative «für Mutter und Kind» ohne Gegenentwurf abzulehnen. Mit der Annahme der Volksinitiative würde ein eigentliches Abtreibungsverbot statuiert, und damit würde man hinter die geltende Rechtslage zurückgehen. Die Volksinitiative stellt aus diesem Grund einen weder sachlich noch politisch gangbaren Weg dar.

In diesem Zusammenhang möchte ich noch einmal betonen, dass der Bundesrat die vom Parlament beschlossene Fristenregelung unterstützt. Der Bundesrat hatte sich für eine Regelung ausgesprochen, die den Entscheid für einen Schwangerschaftsabbruch in der Verantwortung der Frau belässt, und diese Haltung hat der Bundesrat in den letzten beiden Jahren auch in den parlamentarischen Beratungen immer vertreten. Der Bundesrat will nicht das Risiko eingehen, dass die heutige, unbefriedigende Lösung mit der Kriminalisierung der betroffenen Frauen noch über längere Zeit weiterbesteht. Aus diesem Grunde unterstützt der Bundesrat die vom Parlament beschlossene Vorlage, auch wenn wir uns in der parlamentarischen Debatte in den Räten für eine etwas andere Ausgestaltung der Fristenregelung eingesetzt haben.

Lassen Sie mich aber noch Folgendes betonen: Falls das Volk im nächsten Jahr der vom Parlament beschlossenen Vorlage zustimmt, dann ist noch nicht alles getan. Es wurde heute verschiedentlich erwähnt. Ein wirksamer Schutz des werdenden Lebens erfordert eine ganze Reihe von Massnahmen, die aufeinander abgestimmt sein müssen. Wir haben heute Vormittag Gelegenheit, über eine weitere Massnahme in diesem Bereich zu diskutieren. Nur so ist sichergestellt, dass eine Frau, für welche die Geburt eines Kindes mit grossen Sorgen und Nöten verbunden sein kann, nicht auf sich allein gestellt bleibt. Ich denke dabei nicht nur an einen Mutterschutz, der diese Bezeichnung auch verdient, sondern z. B. auch an den Ausbau der kantonalen Schwangerschaftsberatungsstellen. Das dortige Angebot ist, namentlich auch für fremdsprachige Frauen, gut zugänglich zu machen.

Wie gesagt, haben wir heute Morgen die Gelegenheit, über die Mutterschaftsversicherung weiterzudiskutieren. Es geht auch darum, dass man im Bereich der Familienbesteuerung, der Kinderzulagen oder der Angebote für berufstätige Mütter einen Schritt weiterkommt. Dort müssen wir beweisen, dass uns der Lebensschutz auch tatsächlich etwas wert ist. Dies müssen wir vor und nach der kommenden Volksabstimmung unter Beweis stellen.

Lassen Sie mich kurz noch ein paar Worte zum Antrag der Minderheit Studer Heiner sagen: Die Argumentation von Herrn Studer richtet sich offensichtlich nicht gegen den Inhalt der Initiative, sondern er vertritt eine verfassungsrechtliche Argumentation; insofern stellt der Antragsteller den Grundsatz, den das Parlament mit seinem Beschluss zur Fristenregelung beschlossen hat, wieder infrage. Der Antrag der Minderheit Studer Heiner führt also gleichsam wieder an den Anfang der Diskussion zurück. Deshalb unterstützt der Bundesrat diesen Antrag nicht. Er kann ihn nicht unterstützen, da all das, was bis jetzt diskutiert und beschlossen worden ist, wieder infrage gestellt würde.

Ich ersuche Sie deshalb, die Volksinitiative «für Mutter und Kind» zur Ablehnung zu empfehlen. Sie entspricht nicht dem, was das Parlament beschlossen hat. Ich bitte Sie

auch, dem Antrag der Minderheit Studer Heiner nicht zuzustimmen.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Bundesbeschluss über die Volksinitiative «für Mutter und Kind – für den Schutz des ungeborenen Kindes und für die Hilfe an seine Mutter in Not (Initiative für Mutter und Kind)»

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «pour la mère et l'enfant – pour la protection de l'enfant à naître et pour l'aide à sa mère dans la détresse (Initiative pour la mère et l'enfant)»

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1a

Antrag der Kommission

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Studer Heiner)

Gleichzeitig wird Volk und Ständen ein Gegenentwurf der Bundesversammlung zur Abstimmung unterbreitet.

Die Bundesversammlung schlägt vor, die Bundesverfassung vom 18. April 1999 wie folgt zu ändern:

Art. 10a

Der Bund schützt das Leben des ungeborenen Kindes und erlässt Richtlinien über die erforderliche Hilfe an seine Mutter in Not.

Art. 1a

Proposition de la commission

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Studer Heiner)

En même temps que l'initiative, un contre-projet de l'Assemblée fédérale sera soumis au vote du peuple et des cantons. L'Assemblée fédérale propose de compléter la Constitution fédérale du 18 avril 1999 comme suit:

Art. 10a

La Confédération protège la vie de l'enfant à naître et édicte des directives sur l'aide nécessaire à apporter à sa mère en détresse.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 136 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 15 Stimmen

Art. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Studer Heiner)

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative abzulehnen und den Gegenentwurf anzunehmen.

Antrag Waber

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative anzunehmen.

Art. 2*Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Studer Heiner)

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'approuver le contre-projet.

Proposition Waber

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

Le président (Christen Yves, premier vice-président): La proposition de la minorité Studer Heiner est caduque.*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit 142 Stimmen

Für den Antrag Waber 6 Stimmen

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 00.089/1707)

Für Annahme des Entwurfes 139 Stimmen

Dagegen 7 Stimmen

00.302

Standesinitiative Jura.**Lohngarantie****bei Mutterschaftsurlaub****Initiative cantonale Jura.****Garantie du salaire****en cas de congé de maternité***Zweitrat – Deuxième Conseil*Einreichungsdatum 22.02.00Date de dépôt 22.02.00

Bericht SGK-SR 04.07.00

Rapport CSSS-CE 04.07.00

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.00 (Erstrat – Premier Conseil)

Bericht SGK-NR 06.04.01Rapport CSSS-CN 06.04.01

Nationalrat/Conseil national 29.11.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

99.303

Standesinitiative Genf.**Lohngarantie****bei Mutterschaftsurlaub****Initiative cantonale Genève.****Garantie du salaire****en cas de congé de maternité***Zweitrat – Deuxième Conseil*Einreichungsdatum 05.07.99Date de dépôt 05.07.99

Bericht SGK-SR 04.07.00

Rapport CSSS-CE 04.07.00

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.00 (Erstrat – Premier Conseil)

Bericht SGK-NR 06.04.01Rapport CSSS-CN 06.04.01

Nationalrat/Conseil national 29.11.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

99.3269

Motion Spoerry Vreni.**Lücken schliessen****beim Mutterschutz****Motion Spoerry Vreni.****Comblen les lacunes****de la protection de la maternité**Einreichungsdatum 15.06.99Date de dépôt 15.06.99

Ständerat/Conseil des Etats 05.10.99

Bericht SGK-SR 04.07.00

Rapport CSSS-CE 04.07.00

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.00

Bericht SGK-NR 06.04.01Rapport CSSS-CN 06.04.01

Nationalrat/Conseil national 29.11.01

00.302, 99.303

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt mit 10 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung:

Mehrheit

Den Initiativen keine Folge geben

Minderheit

(Maury Pasquier, Baumann Stephanie, Fasel, Goll, Gross Jost, Rechsteiner Paul, Rossini)

Den Initiativen Folge geben

Proposition de la commission

La commission propose, par 10 voix contre 7 et avec 1 abstention:

Majorité

Ne pas donner suite aux initiatives

Minorité

(Maury Pasquier, Baumann Stephanie, Fasel, Goll, Gross Jost, Rechsteiner Paul, Rossini)

Donner suite aux initiatives

99.3269

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt mit 12 zu 7 Stimmen:

Mehrheit

Ablehnung der Motion

Minderheit

(Bortoluzzi, Dunant, Egerszegi, Fattebert, Gysin Hans Rudolf, Hassler)

Überweisung der Motion

Proposition de la commission

La commission propose, par 12 voix contre 7:

Majorité

Ne pas transmettre la motion

Minorité

(Bortoluzzi, Dunant, Egerszegi, Fattebert, Gysin Hans Rudolf, Hassler)

Transmettre la motion

Hassler Hansjörg (V, GR), für die Kommission: Am 13. Juni 1999 hat das Schweizer Volk die Einführung einer Mutterschaftsversicherung abgelehnt. Daraufhin wurden verschiedene Vorstösse eingereicht, um bestehende Lücken beim Mutterschutz zu schliessen oder eine Lohngarantie bei einem Mutterschaftsurlaub einzuführen. Drei dieser Vorstösse sind die Motion Spoerry und die beiden Standesinitiativen Genf und Jura.